

Appel des fédérations et des associations des élu/es

Socialistes et Républicains Communistes et Républicains Verts et Ecologistes de la Gauche Radicale et Républicaine du Mouvement Républicain et Citoyen

18 Septembre 2009

Le changement de statut de « La Poste » d'établissement public en société anonyme ouvre la voie à sa privatisation et fait peser de lourdes menaces sur le devenir de ce service public.

Le service public postal remplit des missions indispensables en matière d'aménagement du territoire et de lien social. Elles dépassent le cadre universel du courrier et de la presse, de l'accessibilité bancaire et de la présence postale territoriale dans les zones rurales comme dans les quartiers populaires.

D'ores et déjà, en France, 6 100 bureaux de poste sur 17 000 ont été transformés en « partenariats » et plusieurs milliers d'emplois ont été supprimés depuis 2002, au détriment de la qualité d'accueil des usagers, du service de distribution de courrier et des conditions de travail des salarié/es. En Europe, les privatisations postales ont engendré la baisse de qualité de service, une augmentation des tarifs et de nombreuses destructions d'emplois.

Le gouvernement et la direction de La Poste invoquent une directive européenne pour justifier leur projet. Cet argument est faux. En aucun cas l'Union européenne n'impose de modifier le statut de l'opérateur ni sa privatisation. Du point de vue financier, La Poste dispose d'autres moyens que l'ouverture du capital et la privatisation pour faire face à ses besoins de financement.

Nous, élu/es socialistes, communistes, Verts et écologistes, radicaux de gauche et du Mouvement républicain et citoyen estimons que rien ne justifie ce changement de statut. Le service public postal doit être maintenu, modernisé et rénové afin de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.

Nous soutenons la journée de grève et de manifestations des postières et postiers qui aura lieu le mardi 22 septembre 2009, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales de La Poste.

Nous affirmons que le devenir de La Poste est l'affaire de chaque citoyen/ne. Face à l'obstination du Président Sarkozy et du gouvernement à refuser l'organisation d'une consultation nationale sur un sujet aussi important, nous sommes partie prenante de la mobilisation engagée par le Comité national contre la privatisation de La Poste. Une campagne de votation citoyenne aura lieu du 27 septembre au 03 octobre prochain -point d'orgue de cette mobilisation-, organisée partout en France par des comités locaux regroupant syndicats, associations, usagers, élu/es et collectivités territoriales partenaires.

Nous appelons l'ensemble de la population à venir s'exprimer lors de cette consultation populaire qui se tiendra dans les mairies, devant les bureaux de poste, sur les marchés, dans les entreprises... Aux côtés de nos député/es, sénatrices et sénateurs, nos fédérations et associations pèseront de tout leur poids lors du prochain débat parlementaire pour faire barrage au projet gouvernemental.

Claudy LEBRETON
Pdt de la FNESR

André CHASSAIGNE
Pdt de l'ANECR

Jean-François CARON
Pdt de la FEVE

Patrick MOLINOZ
Pdt de l'ANEGRR

Etienne BUTZBACH
Pdt de l'ARECA

Contacts :

FNESR : 01 53 20 46 36 - secretariat@mde-fnesr.fr ; **ANECR** : 01 48 51 15 85 - anecr@elunet.org ; **FEVE** : 06 15 89 05 62 - lafefe@ouvaton.org ; **ANEGRR** : 01 45 66 37 81 - 13 rue Duroc 75007 Paris ; **ARECA** : 01 55 78 05 40 - 3 Avenue Corbéra 75012 Paris